

J.A. Lausanne Domaine 94 public

Ces jours qui ébranlent la France

Quand l'actualité est obsédante et qu'elle vous habite et qu'elle vous suit partout comme un transistor fidèle, difficile d'écrire sur des sujets nationaux. Il y a certes une impassibilité suisse que symbolise la voix traînante du speaker de l'ATS. Nous n'y prétendons pas.

Impossible de faire un commentaire exhaustif de la révolte française. Pas mal de fins observateurs ont vu leur flair mis en échec. Nous avons pris le parti suivant : rechercher ce qui est situation française spécifique, ce qui concerne toute société de consommation avancée, ce qui est « révolutionnaire ». De ce point de vue, sans souci de construire une analyse qui tourne rond autour du sujet, nous esquissons quelques remarques.

I. La centralisation française

La fabuleuse réussite de l'escalade qui permit à quelques étudiants activistes d'entraîner avec eux la masse de tous leurs camarades, non seulement à Paris, mais en province, a stupéfié. Comment cela a-t-il été possible ? On s'est arrêté surtout à l'engrenage du défi et de la répression policière et judiciaire. Mais fut déterminante aussi l'attitude d'une grande partie du corps enseignant. Quand A. Geismar engagea le S.N.E. sup. dans la lutte, sans être désavoué, cette décision fut capitale; le mouvement prit alors une autre dimension : il perdit définitivement son caractère de chahut-contestation-antiprofs. Pourquoi cette solidarité du corps enseignant, si peu enclin pourtant, en France comme ailleurs, à promouvoir des réformes ? Les mobiles, certes, ont été divers : engagements politiques, peur démagogique d'être coupé de la jeunesse, mais, pour l'essentiel, la conjonction s'est faite sur le mot « autonomie ».

Or, en France l'autonomie, c'est une revendication quasi révolutionnaire. Le Ministère de l'éducation nationale contrôle tout, en vertu de règles uniformes. Il y a longtemps qu'il bloque, par conséquent, les adaptations et les initiatives, imposant au contraire ses contradictoires réformes, selon la logique bureaucratique. Crozier, dans le « Phénomène bureaucratique », (il professe aussi à Nanterre et Cohn-Bendit a été un de ses élèves) a parfaitement décrit le mécanisme : « Dans un système bureaucratique le changement doit s'opérer de haut en bas et doit être universel, c'est-à-dire affecter l'ensemble de l'organisation en bloc ».

L'exemple parfait, hénarume, de la centralisation française, c'est le baccalauréat. Les mêmes épreuves, le même jour, à la même heure sur l'ensemble du territoire. Les sujets, sans consultation du corps enseignant, sont choisis au Ministère de l'éducation nationale (avec risques de fuite jusqu'à Marseille). A Lausanne, pour ne pas choisir un exemple intercantonal, où existent deux gymnases parallèles, chaque corps enseignant choisit ses épreuves. Idem dans les collèges. En France, on attend qu'arrivent de Paris les enveloppes cachetées.

En octobre 1965, dans les « Cahiers pédagogiques », des enseignants présentaient des essais sur le sujet : « La démocratie à l'école ». Leur conclusion est formelle.

« Dans un système aussi centralisé qu'est l'Education nationale en France, une gestion véritablement démocratique n'est pas possible. Elle ne pourrait se concevoir que si le Ministère acceptait de donner à tous les établissements actuellement privés et publics la même autonomie ».

Or le gaullisme n'a fait que renforcer la centralisation séculaire. Il y a dix ans, il s'est imposé au pays sans disposer d'implantation locale; de surcroît, il ne concevait l'autorité que selon un schéma condescendant de haut en bas. Autoritaire et centralisateur par doctrine et par souci d'efficacité. (Cette attitude eut le mérite de faire comprendre à une partie de la gauche française l'importance des libertés locales ou régionales).

L'enseignement comme la recherche s'adapte mal aux rapports d'autorité de type bureaucratique (cf. D.P. 84). Il était donc logique que le centralisme autoritaire gaulliste butte sur ce problème.

On a parlé de Nanterre, puis de la Sorbonne. Mais

Strasbourg alla plus vite, plus loin, à la recherche de l'autonomie, c'est tout aussi significatif.

Une partie du corps enseignant français a permis au mouvement étudiant de trouver son audience publique. Mais la revendication qu'ils ont exprimée n'est pas révolutionnaire. Elle traduit, adaptée au XX^e siècle, une revendication fédéraliste et libérale, plus proche de Montesquieu que de Marx (cf. dans le même sens, E. Morin, 19 mai, in « Le Monde »).

II. Pouvoir étudiant et pédagogie expérimentale

Les étudiants réclament eux aussi l'autonomie des universités et des facultés; c'est en effet une condition sine qua non pour faire aboutir leurs revendications : d'abord échapper à la tutelle bureaucratique pour rendre possibles de cas en cas diverses formules de cogestion ou de participation.

Ce premier pas franchi, on quitte décidément Montesquieu pour des formules plus audacieuses, verbalement. « Pour le pouvoir aux étudiants », écrit-on (se référer dans les études récentes et locales à l'analyse de l'agitation organisée à Turin, texte de P. Johnson, G. Tescari, Denise Zwahlen).

Que cache la formule ? Des choses très nouvelles si l'on tient compte des traditions de l'Université. Mais pédagogiquement, ce sont des idées assez banales. Le décalage est sensible entre la force de la revendication et le contenu. On le ressentit au lendemain des barricades de Paris: les brancardiers recensaient encore les blessés, et Sauvageot, vice-président de l'UNEF, parlait, très provisoirement il est vrai, car il fut toujours soucieux de ne pas laisser s'arrêter le mouvement, d'examins à livre ouvert : de même, naturelle l'idée de consulter les étudiants sur le choix de certains sujets d'étude; ou encore, le travail en groupes; ou encore la possibilité pour les étudiants de faire appel à des « experts » qui, même s'ils n'appartenaient pas à l'Université, apporteraient d'autres points de vue, d'autres idées originales ou critiques. Ces recherches sont intéressantes; on peut souhaiter que dans le cadre de l'autonomie des universités, elles soient expérimentées sous les formes les plus diverses. Mais elles ont deux limites.

— l'enseignement ne peut être conçu que dans une perspective pluraliste; il tombe aujourd'hui, dans certaines disciplines, sous le reproche d'être unilatéral; une nouvelle forme d'intolérance ne saurait être substituée à cette rigidité.

— les formules d'autogestion sont un idéal dans la mesure où elles représentent le plus haut degré de participation. Mais elles exigent des conditions très particulières pour être une réussite : ainsi la pression du groupe peut être parfois plus oppressante que celle du chef; l'équilibre est souvent difficile à trouver; de même le libre jeu des spontanités a besoin d'un cadre, d'une planification souple pour ne pas tomber dans la stérilité.

Ainsi, dans leur prolongement extrême, les revendications débouchent sur une sorte de pédagogie expérimentale ou de réforme permanente. Cette idée est en l'air depuis longtemps.

« Il nous faut renoncer à l'idée simple d'une réforme qui serait la grande, la vraie réforme et après laquelle on retrouverait une longue période de stabilité. A cette représentation périmée, il faut substituer celle d'une série infinie de transformations réalisant « l'adaptation permanente des enseignements aux besoins d'un monde en évolution accélérée » (Gaston Berger).

A ce niveau, on dépasse simplement l'autonomie fédéraliste ou libérale; on ne débouche pas pour autant sur une prise du pouvoir, figée comme un portrait de Mao, mais sur une sorte de spontanéité qui implique une organisation consentie, sur la recherche, l'invention, la pluralité, le renouvellement, c'est-à-dire le contraire d'un dogmatisme même révolutionnaire.

Il ne peut pas s'agir de révolution culturelle, ni d'on ne sait quelle variante de « brain trust forming », mais plutôt d'une sorte de réformisme accéléré.

III. Démocratisation et sélection

Il deviendra souhaitable de préciser désormais les sens que l'on donne au mot « démocratisation »;

Bi-mensuel romand
N° 94 30 mai 1968 Cinquième année

Rédacteur responsable : André Gavillet
Le numéro : 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros :
Pour la Suisse : 12 francs
Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes
Administration, rédaction :
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré :

Ruth Dreifuss
Jean-Claude Favez
Henri Galland
André Gavillet
Yvette Jaggi
Marx Lévy
Christian Ogay
C.-F. Pochon

Le N° 95 sortira de presse le jeudi 20 juin 1968

nous ne voyons pas quelle vertu de démocratisation apporte une nouvelle conception de l'examen, si ce n'est que l'autoritarisme du maître en serait diminué. Mais la « démocratisation », qui veut que soit donnée à chacun la meilleure formation possible, compte tenu de son intelligence potentielle, cette démocratisation-là appelle des mesures importantes, dès la première scolarité. Nous l'avons dit souvent.

Le « scandale » que subit un fils de bourgeois obligé à mémoriser livresquement pour passer sa licence ou contraint de subir un professeur déphasé, qu'est-ce en comparaison du scandale réel de l'enfant dont on laisse en friche les dons ? Le battage actuel finit par fausser les problèmes. La vraie démocratisation ne se résume pas en une réforme de l'Université.

Reste le problème essentiel de la sélection à l'entrée des facultés. Il met en cause la structure même de l'enseignement européen. En gros, l'Europe connaît une école secondaire rigoureusement sélective qui débouche (et couronne) sur un baccalauréat considéré comme un passeport qui ouvre l'accès de n'importe quelle faculté universitaire.

Ce système est en défaut lorsque l'Université reprend intensivement la sélection parce que les étudiants auraient été, dit-elle, mal préparés, mal orientés ou parce qu'ils sont laissés à eux-mêmes en cours d'études. D'où la tentation de rejoindre les systèmes américains ou soviétiques qui connaissent un enseignement secondaire de masse, doublé, à l'entrée des universités, d'une sélection qui est d'une sévérité variable et proportionnée au niveau et au renom de chaque maison.

La France s'achemine dans cette direction; déjà le gouvernement a créé une gamme d'instituts techniques qui offrent à côté de l'Université une formation à ceux qui n'ont pas quoique bacheliers les qualités requises pour un apprentissage universitaire traditionnel. L'autonomie des universités françaises va permettre, probablement avec l'appui des étudiants gagnés au futur esprit-maison, de définir des exigences d'admission, variables; ainsi s'offrira aux bacheliers une gamme de choix dans une combinaison d'orientation et de sélection.

De tels modèles, qui n'ont rien de révolutionnaire, ont été expérimentés ailleurs, dans des pays neufs, comme l'U.R.S.S. ou les Etats-Unis que n'handicapent pas d'ancestrales traditions universitaires.

[En revanche, le problème sera en Suisse difficile; nous doutons qu'un tel schéma puisse être adopté. En effet le cadre cantonal et même intercantonal ne permet pas d'imaginer un éventail d'établissements supérieurs si large que l'on puisse, à partir d'un enseignement gymnasial de masse, introduire, sous forme de concours, une orientation universitaire. Nous avons probablement à rechercher une meilleure adaptation des Universités aux besoins nationaux (économiques et culturels), à réorganiser l'enseignement gymnasial pour le dépouiller de son caractère abusivement encyclopédique (les méfaits de la maturité fédérale) afin qu'il puisse offrir des options plus nombreuses qui préparent mieux l'orientation post-gymnasiale.]

IV. Contestation

Recensez les problèmes : décentralisation et autonomie des universités, nouvelle pédagogie universitaire, remise en cause de l'enseignement secondaire européen, pyramidal et sélectif, ces réformes n'épuisent pas la contestation.

Le mot cache en effet des désirs contradictoires, à la fois un besoin de refus et d'intégration. Deux exemples : autrefois, à l'âge individualiste, quand un cours était mauvais, on le séchait et le temps ainsi libéré était consacré à de « meilleures » causes; aujourd'hui, on veut que le cours fastidieux soit supplanté par un autre qui captive. Digne souci d'efficacité et besoin d'adhésion.

Ou encore, on revendique le droit de participer aux décisions, mais cette participation, on la redoute aussi, parce qu'elle suppose des mandataires élus qui engageront leurs mandants, dans un jeu parlementaire, dans l'engluement de la représentativité. Les aspirations sont donc, à la fois, réformistes et libertaires. La capacité réformiste des étudiants ou de ceux qui parmi eux ont une personnalité forte est évidente.

[Quelques exemples locaux : la critique du règlement d'application de la loi sur la démocratisation des études, à Genève, était un document bien fait; nous avons lu le récent mémoire des étudiants de la Faculté des lettres de Lausanne : intéressant et bien documenté... Les exemples pourraient être multipliés.]

Mais ces travaux et ces propositions n'épuisent pas un besoin de rapports humains immédiats; d'où cette recherche d'une vie collective, d'une participation directe, cette utopie d'une démocratie totale, sans intermédiaire, libertaire.

Il est vraisemblable que, parfois, suivant la qualité des individus, se créeront ainsi de nouvelles formes de vie collective. Mais elles apparaissent surtout possibles pour un milieu privilégié, qui connaît la disponibilité, l'absence de contrainte économique, qui s'appuie sur toute une société développée, organisée, riche.

Aussi la contestation étudiante de la société, non pas seulement comme société capitaliste, mais comme société riche, acharnée à la productivité, a quelque chose de paradoxal, comme une révolte non-prolétarienne (voyez d'ailleurs les sympathies de la bourgeoisie française devant les manifestations étudiantes; quand, en 1947, M. Jules Moch étant ministre de l'intérieur, la grève des mineurs fut réprimée par les C.R.S. avec une dureté sans pareille, on ne s'indigna guère dans la bourgeoisie parisienne : les gueules cassées, c'étaient des gueules noires, là-bas, dans le nord lointain !).

Une classe étudiante suppose une société riche de haute productivité. D'où le caractère désespéré de la révolte, si sensible dans les manifestations de violence, quand elles se prolongent au-delà de ce qui permet de secouer une démocratie imparfaite. La violence-barricade est une fausse contestation : d'abord, parce qu'elle accepte d'emblée des limites (pas d'armes à feu, ou d'armes blanches, mais des lance-pierres), elle se donne donc une règle de jeu qui la prive de toute percussive révolutionnaire; et, dans ces limites elle n'exalte que des vertus qu'on aurait considérées comme suspectes en d'autres temps : la fraternité virile du combattant !

Sorte de combat-jeu, révolte sur un fond de désespoir.

V. Ouvriers et société de consommation

L'occupation des locaux a commencé dans les usines Renault. Pour ceux qui attendent du mouvement une remise en cause de la société de consommation, Renault est un paradoxe. Tout d'abord, c'est une entreprise nationalisée, et qui, contrairement à Citroën respecte la liberté syndicale; de ses usines sortent des automobiles, ce symbole de la vie moderne.

La C.G.T., d'ailleurs, n'est pas partie dans cette direction; elle a utilisé le mouvement pour lui donner un sens revendicatif précis : salaires, congés, âge de la retraite. Le paquet, ficelé, représente des exigences économiquement lourdes; mais elles peuvent être satisfaites au prix d'une inflation.

Ce comportement prudent, limité à des objectifs matériels, ne correspond pas seulement à des impératifs dictés par le Parti communiste. De larges couches de la population sont restées en marge de la prospérité. Elles ne sauraient en tant que consommatrices être dégoûtées de notre civilisation, elles commencent à peine à en connaître certains bienfaits.

La société de consommation, la classe ouvrière y est attachée, d'abord parce qu'elle y trouve son gagne-pain, ensuite parce qu'elle n'est pas blasée. Si une contestation, par supposition, dérèglait tout le mécanisme économique, il n'est pas difficile d'imaginer que s'instaurerait, qu'il soit de gauche ou de droite, un régime, qui promettant la satisfaction du bien-être, imposerait avec l'appui ouvrier un style de gouvernement autoritaire et répressif.

VI. Le respect du syndicat et la participation

La C.F.D.T., dont l'animateur M. Descamps, se révèle un leader de grande classe, a mis l'accent sur des problèmes non purement matériels. Ils revêtent deux aspects. Tout d'abord, la reconnaissance du syndicat comme partenaire social. M. Descamps n'a pas craint de donner des exemples étrangers (c'est si rare chez les Français, qui souffrent volontiers de nombrilisme,

que soient connues les expériences de leurs voisins) et même, dans le domaine de la cogestion, l'exemple allemand. A ce niveau-là, on retrouve donc un problème spécifiquement français, celui du rétablissement des corps intermédiaires. Les syndicats étaient méprisés; ils exigent d'être, désormais, consultés et écoutés.

Mais dans leur deuxième aspect, les revendications syndicales dépassent ce que nous avons obtenu en Suisse. Les commissions d'entreprises sont, chez nous, sans droit, le délégué d'entreprise, même s'il est rarement visé par les directions patronales ne jouit toutefois d'aucune garantie légale en cas de licenciement qui peut être donné sous n'importe quel prétexte. Et surtout vont resurgir en France des formules originales [dont on parlait en Suisse, au lendemain de la guerre] de participation, droit de discuter la politique d'investissements dans le cadre d'une profession, autonomie de gestion de certaines cellules d'entreprise, etc. Souhaitons que ces revendications débouchent, non sur un schéma imposé, mais sur une multitude d'inventions, sur une « participation expérimentale », où le syndicat interviendrait pour faire connaître et généraliser les réussites. Là on peut attendre beaucoup de la « mutation » française.

VII. Les maîtres mots

L'analyse nous conduit aux conclusions suivantes : — On ne peut contester le modèle d'une société riche, en croissance et en expansion; seule une telle société pourra faciliter le démarrage économique du Tiers-Monde, satisfaire les besoins nationaux; imaginer le contraire, c'est du romantisme.

— Seule une société riche peut créer les conditions concrètes de libertés : assurer la vie d'une population jeune et âgée non-active toujours plus nombreuse, etc.

— L'enrichissement d'une société qui réinvestit ses bénéfices doit revenir aux travailleurs eux-mêmes, et leur donner les moyens de collectiviser de larges secteurs de l'économie.

— L'économie doit être planifiée; seule la planification permet de délimiter les domaines où la liberté, la spontanéité, la diversité peut s'exprimer audacieusement sans détruire l'ensemble.

— Une telle société peut donc répondre à un autre modèle que le centralisme technocratique ou bureaucratique; elle doit tendre au contraire vers le fédéralisme, la décentralisation, le rôle des corps intermédiaires (tels que la presse, l'information, l'Université, les syndicats, la délégation des responsabilités, etc.)

— Les maîtres mots : planification, collectivisation de la plus-value, décentralisation, réformisme accéléré, pluralisme, invention et recherche expérimentale, socialisme libertaire.

Manif à Lyon

Pendant la dernière guerre, ceux qui, ici, se sentaient solidaires de la France, souffraient particulièrement de l'impossibilité de communiquer réellement avec les régions limitrophes françaises. Les quelques boutefas qui passaient sous les noisetiers, par ces voies que devaient emprunter par la suite les Montbéliardes, n'étaient que signe d'amitié furtif entre frontaliers.

Ces choses terribles qui se déroulaient dans cette Europe lointaine (seule l'Europe allemande était présente) devaient aussi se passer là où nous pouvions voir la pluie tomber du même nuage que celui qui nous arrosait.

Depuis nous avons pu étancher, et même au-delà, notre soif de France. Mais, pour le plus grand nombre d'entre nous, n'existent que Paris et la Provence, la France proche est encore plus méconnue que ses autres provinces. Les silhouettes de quelques montagnes nous sont familières, mais lorsque nous les traversons, c'est tendus vers ailleurs ou fatigués par cet ailleurs. Nous connaissons très peu les gens et

les choses de la Franche-Comté, de l'Ain, du Bugey ou de la Savoie; seul le pays de Gex participe quelque peu à notre vie quotidienne.

Je n'ai pas pu résister au désir de prendre en quelque sorte une revanche sur la frustration d'antan, en ne me contentant pas de l'écoute de R.T.L. ou d'Europe et en allant y voir, là, tout près, à deux ou trois heures d'auto, vendredi après-midi 24 mai.

Frontière

Sur l'autoroute, la radio m'apprend que Cohn-Bendit veut revenir en France dans le courant de l'après-midi, soit au Pont de Kehl soit à Forbach. Le gouvernement déclare qu'il ne pénétrera pas où que ce soit, la frontière lui est fermée. Les reporters semblent vouloir faire de cet événement le suspense de la journée, plus que du déroulement des manifestations annoncées à Paris dont on pense qu'elles risquent fort d'être peu suivies du fait des difficultés de déplacement. Dix minutes après, je passe la frontière à Ferney-Voltaire. Absence habituelle de contrôle du côté suisse, mais absence inhabituelle de tout contrôle du côté français; un fonctionnaire en civil fait, du fond de son poste, un geste excédé pour accélérer le passage de l'automobiliste qui croit devoir s'arrêter; pas le moindre gendarme ou C.R.S. Pas de contrôle non plus à la sortie de la zone à Colonge, l'immeuble des douanes est apparemment vide d'occupant, alors que ses volets sont ouverts. La grève de la douane que l'on dit partielle est ici presque totale, l'absence de toute police, étant donné l'affaire Cohn-Bendit, me surprend; on peut en conclure que le bonhomme est suivi à la trace ou que l'on croit qu'il ne vise nullement, contrairement à ses déclarations, une activité clandestine en France.

Sur la route le trafic est à son niveau ordinaire. Dans cette région les automobilistes ont la possibilité — dont ils usent même en dehors des périodes de grèves — de se procurer leur essence en Suisse. Sur les champs, dans les garages, les scieries et autres ateliers situés le long des routes, dans les bistrotts et épiceries des villages, je constate l'activité habituelle — pas de grève dans les petites entreprises cam-pagnardes.

Bellegarde. Ici on commence à voir la grève et son ambiance, celle d'un après-midi de premier mai en Suisse. Pour le bourgeois, c'est un jour ordinaire, tous les magasins sont ouverts, beaucoup de monde dans les bistrotts et la rue commerçante; des ouvriers un peu endimanchés qui discutent entre eux; on se rend compte qu'ils sentent que l'actualité leur appartient. La place de la gare est déserte, je vois à travers la porte vitrée verrouillée du hall d'enregistrement un premier piquet de grève, quelques cheminots qui discutent assis sur la bordure de granit du quai, les pieds sur le ballast où se succèdent d'habitude à cadence rapprochée les express internationaux et de très longs trains de marchandises. A part cela et l'absence de ce lourd nuage de fumée qui, s'échappant de la fabrique de carbure, plane d'habitude toujours sur cette cluse jurassienne, pas d'autres signes visibles de grève à Bellegarde la rouge; je décide donc de pénétrer plus avant en France.

A Ambérieux, j'ai les mêmes impressions qu'à Bellegarde. Europe 1 fait alors le tour des manifestations de province Nantes, Clermont-Ferrand, Marseille, mais pas un mot sur Lyon ou sa région où paradoxalement la circulation devient plus facile au fur et à mesure qu'on s'approche de la ville.

Je fais un petit crochet par Perrouge, le Mont-Saint-Michel des Dombes, habituellement envahi par les cars des petits voyages organisés, où c'est dimanche même en semaine. Mais aujourd'hui, on est reporté au Perrouge abandonné d'après guerre et d'avant sa restauration mercantile. Le Bourg est désert, seules deux mémères sont venues en Alfa de Lyon faire les antiquaires, ce qui témoigne d'un certain raffinement ou qui prouve que la bourgeoisie ne se calfeutre pas en tremblant dans ses appartements.

D'après les nouvelles, les manifestations de Paris semblent prendre de l'ampleur dans le calme du côté de la République et de la place Balard. Cohn-Bendit est effectivement entré en France, mais il parlemente avec un sous-préfet à Forbach. A Nantes ça se gâte, ouvriers et agriculteurs contre maréchaussée.

Croix-Rousse

Je n'entre pas à Lyon par Saint-Clair, mais il fait un si beau jour de mai que je bifurque sur Caluire pour monter contempler la tombée du soir sur la ville du haut de la Croix-Rousse.

J'ai abandonné toute intention d'assister à un événement politique, lorsque je lis peint au blanc de Troye sur la chaussée: «Tous à la manifestation C.G.T. devant la mairie de la Croix-Rousse à 17 h. 30».

Là je sentirai le pouls de la grève. Sur la place, pas de manifestation. Il y a énormément de voitures parquées, je crois que ce sont celles des manifestants qui doivent être dans quelque grande salle proche. Il y a également beaucoup de monde sur le boulevard et aux terrasses des cafés. Je m'imagine que ces gens n'ont sûrement pas pu entrer dans la salle comble. Je finis par découvrir, dans une encoignure, entre deux ailes du bâtiment de la mairie, la manifestation si largement annoncée sur la route: un rassemblement étique de soixante personnes au plus, genre smigards bérét et vélo, vaguement groupé autour d'une 404 avec une couverture repliée sur le toit et un haut-parleur posé dessus, nasillard et intermittent. Dans la voiture, une virago crachotte le contenu de feuillets cyclostilés sur le micro. Le catéchisme de la grève, avec une voix monocorde qui, seulement, s'anime lorsqu'elle dénonce les menaces que font peser sur le bon déroulement des choses certains éléments irresponsables, ou téléguidés de l'étranger, du mouvement étudiant.

L'auditoire, au demeurant morne, approuve ces séquences justement lorsqu'un jeune homme en vélomoteur arrive pour afficher contre un platane une exhortation à se rendre place Bellecour où le mouvement étudiant organise une manifestation à 18 h. 30. Regard désapprobateur de l'auditoire, quelqu'un dit: «Celui-là n'est pas à quatre cents francs chez Berliet, qu'est-ce qu'il cherche dans cette affaire?». D'une voix mal assurée, il dit en repartant: «Nous vous soutenons, soutenez-nous», et le haut-parleur continue.

Pourquoi une manifestation si dérisoire, à la Croix-Rousse, qui est un haut lieu des luttes sociales passées? C'est que les habitants du quartier, grévistes pourtant résolus n'ont pas voulu sacrifier à une manifestation terne et poussiéreuse cette belle journée de printemps. Mais peut-être les retrouverai-je à Bellecour. En ville, je stationne place des Jacobins, sous les balcons du siège central du P.C., pour me rendre à pied au lieu de la manifestation dont j'imagine les abords encombrés.

Centre-ville

Lyon est une des plus belles villes d'Europe (que les Romands connaissent mal) avec entre autres cette particularité de ne pas avoir de beaux quartiers visibles. On est surpris d'apprendre que les soyeux résident entre la place Bellecour et la gare de Perrache, du côté Saône. On y voit des maisons aussi hautes, avec des façades aussi plates que celles de Vaise, des Brotteaux, ou de Croix-Rousse. Seuls les porches d'entrée y sont quelque peu chantournés. Mais de la chaussée s'élève la même puanteur d'égouts que dans les autres quartiers plats de la ville, édifiés au cours du siècle passé.

Au centre, rue de la République et rue de l'Hôtel-de-Ville, magasins et boutiques chics sont ouverts, mais les grands magasins sont fermés. Dans les rues latérales, des voitures parquées n'importe où, n'importe comment; les contractuels ne sévissent pas et cela n'a d'ailleurs pas d'importance: les transports publics ne fonctionnent pas, peu de circulation. Il y a beaucoup de beau monde et de «minets», qui profitent de cette liberté de parcage pour faire leurs achats. Il flotte des effluves de parfum de qualité du fait de l'absence de tout trafic utilitaire; cette ambiance de luxe est souveraine, et c'est dans cette espèce de «Faubourg Saint-Honoré à la veille de Noël» que débouche maintenant la manifestation.

Le cortège

Un immense cortège de cinq mille à six mille étudiants avance sur un front serré de 30 m de large. Contrairement à ce qu'on a pu voir à Lausanne où les textes foisonnaient au-dessus des têtes, il y a ici

très peu de pancartes ou de calicots; d'abord six drapeaux rouges et un noir, ensuite une banderole solidarité ouvriers-étudiants, puis, plus loin derrière, une pancarte insolite «l'école de théologie protestante de Lyon contre l'ordre bourgeois et le capitalisme». Il semble que tous les participants soient des étudiants, ou du moins des jeunes gens entre dix-huit et vingt-cinq ans. Tous sont bien mis, je ne vois pas de beatniks dans le lot, beaucoup de jolies filles qui s'appliquent pour prendre un air grave; elles aussi lèvent le poing de temps à autre. Et pas un seul barbu!

On chante l'Internationale, ou plutôt son refrain qu'on entonne avec force, mais qu'on n'arrive pas à mener jusqu'au bout, la chanson étant recouverte par les mots d'ordre scandés: «De Gaulle interdit de séjour» (Cohn-Bendit vient d'être refoulé), «Le pouvoir est dans la rue», «CRS-SS»; lorsque le cortège passe devant le musée des Beaux-Arts: «De Gaulle au musée».

Les bourgeois sur les trottoirs regardent ce défilé sans marquer aucune hostilité ni trop d'effarement. Il n'y a pas de policiers visibles dans le secteur.

Le service d'ordre de la manifestation est impeccable, un peu théâtral; ses membres portent des casques de moto ou de chantier, entourés de lunettes de motard, un brassard rouge, et tiennent un manche de pioche flambant neuf. Ils sont une centaine ainsi longeant la colonne de part et d'autre, tous les dix mètres environ.

Un groupe d'une dizaine de putains ostensiblement affublées de mini-jupes argentées est sorti d'une rue latérale pour s'agglutiner au cortège en plaisantant à haute voix avec leurs amis nord-africains. Repérés par le service d'ordre, ils sont encadrés; quelques rues plus loin, ils se rentrent, visiblement déçus du peu d'attention qu'a attiré leur manège.

Il n'y a apparemment pas d'ouvriers ni parmi les manifestants ni parmi les badauds; ils sont restés dans leurs quartiers.

Le seul contact avec le salariat a lieu à la hauteur de l'Opéra; là se déroule une scène genre film russe 1925. Le personnel de l'opéra en grève occupe l'édifice 1850 et du haut de la colonnade acclame vivement le cortège qui répond par des vivats en saluant poings levés.

Après avoir parcouru tout le centre, le cortège marque une hésitation: rue des Cordeliers, devant la bourse, on discute si l'on va se rendre vers les facultés, mais finalement on prend la direction de la préfecture, chèrement que dictaient les cris d'un groupe de manifestants, et pour cela on traverse le Rhône par le pont La Fayette.

Vers la préfecture

On délaisse le centre qui s'est non seulement vidé de manifestants, mais de toute activité; les magasins et les cafés sont maintenant fermés, et les acheteurs repartis avec leurs voitures; l'atmosphère est celle des villes mortes des tableaux de Chirico.

C'est en passant le Rhône que l'on va basculer du happening dans le drame.

De l'autre côté, c'est le quartier populaire des Brotteaux, au plan en damier rigoureux; le cours La Fayette prolonge le pont en ligne droite et mène à Villeurbanne. La préfecture et ses dépendances occupent plusieurs cases du damier, en aval du pont en bordure du Rhône. Arrivée de ce côté, la colonne tourne à droite rue de la Liberté pour longer le quai en direction de la préfecture. Je vois de loin la ligne myrtille des CRS qui, figée, entoure les abords des bâtiments préfectoraux. Les manifestants s'arrêtent à une centaine de mètres des CRS et commencent une véritable danse du scalp avec concert de sifflets et d'imprécations à l'adresse des forces policières qui ne bronchent pas. Les drapeaux rouges tournoient au-dessus des têtes comme à l'Opéra de Pékin.

Mises à part les vociférations «CRS-SS!» rien ne se passe. Je réussis à me faufiler jusqu'au front des étudiants; là, les membres du service d'ordre étudiant sont en train de se coltiner avec des manifestants qui veulent s'approcher plus près des CRS. Les plus calmes réussissent à refouler la grande masse jusqu'au cours La Fayette; il ne reste plus en cet endroit qu'un petit groupe d'une trentaine d'excités;

il y en a un qui ressemble étonnamment à l'acteur, ami de Céline, Le Vigan, maigre, le visage acéré, longs cheveux raides coiffés en arrière. Il saute sur le capot d'une voiture stationnée au bord de la chaussée, où il rebondit comme sur un trampoline en montrant un poing aux CRS et l'autre à la colonne en repli qui maintenant s'engage sur le cours La Fayette en s'éloignant du Rhône sans que les meneurs du service d'ordre aient pu reprendre la tête; ils sont ballottés quelque part au milieu de la masse. Moi-même je m'approche des CRS comme une dizaine d'autres badauds.

Vus de près, l'impression d'impassibilité qu'ils donnaient s'efface. Ils ne nous rudoient pas, mais nous enjoignent de nous éloigner, en nous disant que tôt ou tard la bagarre va éclater et qu'ils ne tarderont pas à corriger sévèrement tous ces vauriens, dès qu'on les laissera faire. Pour ne pas être pris entre CRS et manifestants, nous nous éloignons aussi du Rhône en suivant le côté du carré des CRS s'étirant le long de la rue Rabelais; nous avançons plus vite que les manifestants que nous apercevons de temps en temps par les échappées entre les pâtés de maisons.

Au moment où nous croisons la rue Corneille, je constate que la manifestation revient en direction des CRS, mais le front se stabilise. Au-dessus de la foule un grand panneau de circulation est en train d'être vigoureusement secoué, puis il s'abat et fait son apparition sur le front des étudiants pour constituer un élément d'une petite barricade qu'ils sont en train de monter avec des cageots et des poubelles. Je vois également réapparaître les casques blancs des garçons du service d'ordre; ils ont à cœur de pousser dans un garage providentiel une voiture que les enrégés avaient pris comme point d'appui pour leur barricade. A ce moment le front de CRS se déchire pour laisser passer tout une section des leurs qui part en bicyclette à la rencontre des manifestants. Un des premiers cyclistes trébuche sur un cageot lancé depuis la petite barricade et beaucoup d'autres CRS s'entassent sur lui, c'est du véritable cinéma burlesque; avant de s'enfuir les étudiants lancent les poubelles et les cageots restants. Ils détalent jusqu'au cours La Fayette où ils se divisent en deux groupes, le plus important repartant en direction du Rhône, l'autre s'en écartant.

A ce moment, je m'éloigne, voulant écouter le discours de de Gaulle dans ma voiture.

Le détonateur

A côté de moi, trois Nord-Africains — pas du tout genre étudiant — lancent, comme des discoboles, des petits couvercles de prise d'eau en fonte sur les forces de l'ordre qui les repèrent et répliquent en envoyant les premières grenades lacrymogènes. Cette fois la bataille est engagée, j'ai vu fonctionner le détonateur; il n'était pas étudiant, mais il est évident que les étudiants ont tout fait depuis une heure pour que la bagarre se produise.

Avant que les gaz ne soient trop suffocants — les grenades pleuvent — je m'éloigne de plusieurs blocs des points chauds — je suis quasi seul dans les rues — pour traverser le Rhône sur la passerelle du Collège, immédiatement en amont du pont La Fayette. A la cadence des éclatements on devine que la bataille fait rage dans le cours La Fayette, la fumée en sort comme d'une embouchure de canon et l'odeur d'eau de javel des grenades s'étend même jusqu'au milieu du fleuve. Certains manifestants courent en larmes, mais la grande masse semble tenir bon.

Il y en a qui s'éloignent également par la passerelle du Collège, ils parlent entre eux, ils sont furieux d'avoir été débordés par les enrégés ou les provocateurs, ils ne savent pas au juste.

En arrivant sur l'autre rive je remarque un étudiant en mobylette qui exhorte, avec un porte-voix, des manifestants qui arrivent de l'autre côté à dresser une barricade devant la bourse.

La barricade

Je reste stationné sur les bords du Rhône, près de la tête du pont La Fayette.

Derrière moi commence à s'édifier avec une rapidité extraordinaire une barricade, avec des matériaux

sérieux cette fois. Une perforatrice qui se trouvait sur un chantier voisin est mise en marche pour déchausser de lourds pavés en béton de la rue des Cordeliers, un essieu à pneu est utilisé pour transporter de grands bacs à plantation qui délimitaient un îlot de circulation.

On voit apparaître les premiers éléments du service sanitaire des manifestants, vêtus de blouses blanches de carabins avec des croix de sparadraps collées au dos; même signalisation sur les quatre ou cinq R4 et 2 CV dont ils disposent.

La bataille qui fait rage en face ne les approvisionne pas encore en blessés sérieux, là-bas ce sont les pompiers qui évacuent les blessés à grand mugissement de sirène le long des quais.

Ici, pour le moment ils s'affairent à plusieurs pour tamponner de teinture d'iode le genou d'une jeune fille qui est tombée en s'enfuyant ou pour presser des citrons sur les mouchoirs de ceux qui arrivent en larmes.

Soudain le bouchon du cours La Fayette lâche et c'est une grande cavalcade à travers le pont; on vient se réfugier derrière la barricade qui s'achève. Les CRS collent au train des fuyards et les fauchent à la matraque. De temps en temps un étudiant armé d'un manche de pioche se retourne et ne manque pas son CRS. Le pont est jonché de corps affalés.

Tous les étudiants sont maintenant derrière la barricade et ils édifient d'autres barricades sur leur côté et derrière eux; ils semblent vouloir former un carré de résistance. Mais à la surprise générale, les CRS qui étaient parvenus jusqu'à la tête du pont s'arrêtent et refluent même vers le milieu du pont en ne lançant plus de grenades. Le lendemain on devait apprendre que les CRS avaient épuisé leur stock de projectiles dans le cours La Fayette et qu'il leur avait fallu en faire venir d'une caserne lointaine; c'est peut-être là, également, la raison qui les poussa par la suite à employer des grenades dites offensives dont la capsule causa plusieurs blessures sérieuses (j'ai vu un mollet et un dos déchirés).

L'immobilité d'insectes des CRS, au milieu du pont, entraîne un moment de flottement chez les étudiants. La nuit vient de tomber et dans le retranchement on profite du répit pour écouter les transistors. Les extraits du discours du général en transmission différée déclenchent l'hilarité générale et attisent de nouvelles fureurs.

Les plus hardis sortent de derrière la barricade et s'approchent de la tête du pont; ils se mettent à taper le rythme CRS-SS sur l'épais tube de fer qui forme rambarde le long du quai; cela plaît tellement aux autres qu'ils viennent presque tous, sur plus de deux cents mètres, en amont et en aval du pont; ils déchaussent des pavés, en prennent un dans chaque main et frappent la rambarde en chœur CRS-SS; il en résulte un chahut terrifiant qui résonne entre les façades des deux rives; cela devait s'entendre dans toute la ville. Pendant ce temps, d'autres démontent la première barricade pour la remonter sur la tête du pont. A peu près à ce moment les CRS remettent en action leur lance-grenade.

Craignant que ma voiture ne soit prise dans un reflux des étudiants, je vais la déplacer et je constate le vide absolu qui s'est instauré au centre de la ville; seuls quelques cafés sont encore ouverts où les étudiants viennent de temps à autre boire un Schweppes ou une bière, puis « remontent au front ».

Je constate que dans l'immeuble du P.C. il n'y a plus personne au balcon, la porte d'entrée est fermée, tout comme les volets de toutes les fenêtres.

Les grenades commencent à faire du dégât chez les étudiants, les 2 CV (ambulances de fortune) dévalent klaxons bloqués la rue Carnot déserte; cela fait un pendant aux vraies ambulances d'en face. Le nombre des blessés allant en augmentant, les ambulances privées (de belles DS) viennent en renfort de ce côté-ci.

Côté CRS

Voulant encore rentrer en Suisse cette nuit, je traverse le pont Wilson qui est en aval du pont La Fayette; arrivé de l'autre côté j'emprunte le quai Augagneur, un gendarme arrête ma voiture, m'oblige à parquer.

Je redeviens donc spectateur, mais côté CRS, je

remonte à pied vers le pont La Fayette. Contrastant avec la solitude des étudiants, l'allée du quai est pleine de petites gens des Brotteaux. Ils sont fascinés, non pas tant par l'éclatement des grenades, que par les CRS-SS. Ils ne peuvent déceler la provenance de ce bruit fantastique car le quai d'en face est obscur. Entendu d'ici ce bruit est encore plus énorme, il a quelque chose de tellurique.

Tout ce monde ne sait pas très bien quelle attitude prendre. Des CRS au repos sont mêlés à cette foule, certains se font engueuler, d'autres plaindre. J'enregistre tout l'éventail des opinions possible en progressant jusqu'à la tête du pont d'où l'on peut assez bien observer les combats. Ce sont de véritables corps à corps. Des vagues de vingt à trente CRS partent, sur toute la largeur du pont, à l'assaut de la barricade après l'avoir arrosée de grenades, ils sont suivis par des CRS secouristes bien visibles avec leurs dossards blancs. Mais de la barricade enfumée jaillissent malgré tout autant d'étudiants armés de gourdins et utilisant en guise de boucliers des panneaux de signalisation.

Le devant de la barricade est un véritable entrepôt de voirie. Quelques combattants s'affaissent de part et d'autre et chacun se replie sur ses positions, les secouristes ramenant tous les blessés, touchés côté CRS. Sans les gaz lacrymogènes, cela serait un tournoi parfaitement loyal. La zone de contact est relativement étroite, ce qui explique que les étudiants ont suffisamment de monde pour regarnir leur ligne. Avec les lance-grenades, les CRS cherchent aussi à atteindre l'arrière de la barricade.

Toutes les lumières des immeubles sont éteintes, seule une gigantesque enseigne lumineuse, juste au-dessus de la barricade, continue à clignoter les vertus du slip « Eminence ».

Je ne comprends pas pourquoi les CRS ne prennent pas les étudiants à revers en passant par un autre pont. Est-ce qu'ils se méfieraient tout de même du reste de la population et ne voudraient pas dégarnir la préfecture? Pourtant Villeurbanne, comme la Croix-Rousse, laisse les étudiants se dépêtrer seuls.

Certaines actions puériles sont entreprises maintenant. Les manifestants allument un grand feu sur le perré, sous la culée du pont, donc sous la barricade, on ne sait trop pourquoi; il est impensable d'espérer bouter le feu à ce pont de fer et béton; ce foyer raptissime rapidement, mais perdure longtemps, prenant on ne sait trop quel sens symbolique, comme ces petites plaques d'asphalte arrachées de la chaussée que les jeunes filles entassaient en cairn sur la barricade et ces pétards et fusées que les manifestants se mettent, à cet instant, à lancer sur l'eau; il doit y avoir une phase de démence aiguë de l'autre côté. Soudain l'on voit émerger de la barricade un camion-benne qui fonce sur les CRS et va après en avoir bousculé quelques-uns s'emboutir contre un support de la ligne de trolleybus. Les taches blanches des secouristes s'affairent. On comprend, Monsieur Malraux, que c'est une réédition d'une séquence de l'Espoir. Deux ambulances reculent jusqu'au camion, il doit y avoir eu du mal. Et la bagarre continue, comme précédemment, longuement, et toujours CRS-SS, CRS-SS.

Sur le quai Augagneur, beaucoup de transistors; on apprend que ça chauffe à nouveau à Paris, puis vers minuit une annonce concernant Lyon; le camion a tué un commissaire et blessé grièvement un autre. Effarement chez les CRS tout proches du poste que j'écoute, même eux ne s'étaient doutés d'une chose aussi grave et, à peine une minute après cette annonce le silence s'installe brusquement chez les manifestants; on a dû laisser tomber les pavés au pied de la balustrade. Une stupeur générale s'est répandue et au même moment une colonne de cars pleins de renforts vient d'arriver; des gardes mobiles en sortent, ils bondissent en rangs serrés à travers le pont, franchissent la barricade et partent s'égailler dans le centre de la ville à la chasse aux manifestants; on devine que les meneurs venaient de donner la consigne de dislocation.

Demain on apprendra que la cueillette a été brutale, mais relativement maigre; les gardes mobiles ne connaissent pas les traboules comme les étudiants.